

LE JOURNALISME FACE AUX RÉSEAUX DE LA HAINE AU BRÉSIL

Les attaques en ligne contre la
presse lors des élections 2022



mensonge
fake déchet
crapule
militant pute
 salope honte
menteuse

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
1 L'objectif de la horde bolsonariste : réduire la presse au silence.....	5
2 La chasse aux journalistes.....	7
2.1 Qui sont les membres de la meute ?.....	7
2.2 Le mode d'attaque : coordonné et virulent.....	9
2.3 Des proies de choix : les femmes journalistes.....	12
2.4 Le recours au vocabulaire toxique.....	14
La violence en chiffres.....	16
3 Les conséquences des attaques en ligne dans la vie réelle.....	18
3.1 Des menaces à l'agression.....	18
3.2 Impacts sur le journalisme et l'information.....	19
4 Et maintenant ?.....	21
Note méthodologique.....	23

Secrétaire général : Christophe Deloire
Rédactrice en chef : Catherine Monnet
Secrétaire de rédaction : Noluenn Bizien

Directeur du bureau d'Amérique latine : Artur Romeu
Coordinatrice de projet : Bia Barbosa
Chercheur en charge : Thiago Fribida
Collaboration : Daniel Giovanaz et Renata Vilela

Equipe Labic/Ufes
Coordinateurs : Fábio Goveia, Fábio Malini e Patrick Ciarelli
Chercheurs : Pollyana de Cássia dos Santos Pereira, Laura Helena de Paula Valentim Ribeiro, Carolaine Matias Souto, Renata Rodrigues Coutinho, Laryssa de Jesus Florêncio, Raphael Sthéfano Rodrigues Ferreira e Lorenzo Pereira Piccoli Xavier

Photos : Agencia Brasil
Graphiques : Labic/UFES
Graphisme : Hiperativa Comunicação Integrada

Soutien : Le Fonds canadien d'initiatives locales
Ambassade du Canada au Brésil

AVANT-PROPOS



par Artur Romeu, directeur du bureau Amérique latine de RSF

Le Brésil fait partie des dix pays au monde comptant le plus grand nombre de journalistes assassinés au cours des vingt dernières années. Il occupe la 110^e position au Classement mondial de la liberté de la presse 2022 de Reporters sans frontières (RSF). Dans ce contexte, l'institutionnalisation des violences contre les journalistes au Brésil a représenté un défi supplémentaire pour garantir à la presse sa liberté d'agir pendant la campagne électorale.

Historiquement, l'ensemble des violations qui affectent les journalistes s'intensifient pendant les périodes électorales, en raison de la tension inhérente à ces moments où les campagnes des candidats et leur vie sont scrutés par le public. On savait déjà que le processus électoral de 2022 pourrait être pire. Comme l'ont montré différentes études de RSF, l'intensification de la polarisation politique au sein du débat public national et la montée en puissance des groupes extrémistes dans le pays sous le gouvernement de Jair Bolsonaro ont transformé les journalistes, en quatre ans, en cibles à abattre.

Les insultes, les menaces, les campagnes de décrédibilisation et autres manifestations de violence contre les journalistes et les médias se sont intensifiées et se sont normalisées dans les discours des autorités publiques, des politiciens, et dans celui de leurs partisans. Les réseaux sociaux servent de caisse de résonance à ces attaques et sont devenus un véritable terrain miné pour les journalistes.

Même conscients de cette dure réalité, lorsque nous avons lancé ce projet, nous ne nous attendions pas à une telle banalisation de la violence en ligne contre la presse : nous avons recensé plus de 3,3 millions de messages offensants et intimidants contre les journalistes et les médias en seulement trois mois de campagne électorale. Certains d'entre eux ont littéralement touché des millions d'utilisateurs. Ce phénomène contribue, d'une part, à réduire un journaliste au silence par l'intimidation, et, d'autre part, à diffuser la désinformation, dans le but de créer un climat général d'hostilité et de méfiance à l'égard du journalisme.

En partenariat avec le Laboratoire d'études sur l'image et la cyberculture (Labic) de l'Université fédérale de l'Espírito Santo (UFES), l'un des principaux centres de recherche de référence dans l'analyse des réseaux sociaux et des tendances numériques au Brésil, nous avons suivi 121 journalistes et commentateurs, en plus des profils des autorités publiques et des candidats aux élections. Plus de 24 millions de posts publiés sur Twitter entre le 16 août et le 15 novembre 2022 ont été analysés. Ce travail titanesque visait à quantifier les attaques et à mieux comprendre les dynamiques qui ont fait de l'environnement numérique – notamment des réseaux sociaux – un espace propice à toutes sortes d'attaques contre le journalisme, avec l'objectif clair d'intimider et de faire taire ces professionnels.

En plus de confirmer ce que différentes études de RSF et de ses partenaires avaient déjà souligné, nos recherches ont apporté de nouvelles preuves de ce scénario hostile à la presse brésilienne, en révélant le volume et l'intensité de la violence. Ces élections resteront dans les annales comme celles où, toutes les trois secondes, au moins un journaliste a été agressé sur les réseaux sociaux, révélant une haine généralisée de la presse de la part des mouvements antidémocratiques, qui s'est manifestée avant et pendant la campagne, et qui continue de se manifester depuis la fin des élections.

Les conclusions de ce travail de recherche, résumées dans ce rapport, montrent comment un projet est en cours au Brésil pour entraver systématiquement le droit d'accès de la population à l'information, en discréditant la presse et en harcelant les journalistes, en particulier les femmes. Ce projet – alimenté quotidiennement pendant quatre ans par le discours hostile de l'ancien président Jair Bolsonaro, de sa famille et de ses partisans, et intensifié pendant la campagne électorale et après l'annonce du résultat – a atteint son apogée le 8 janvier 2023. Le jour où les institutions démocratiques brésiliennes ont été sauvagement attaquées, au moins 17 journalistes ont été lâchement agressés, verbalement et physiquement, certains se sont fait détruire ou voler leur matériel, et même menacés avec des armes à feu. Il a été prouvé, pour ceux qui en doutaient encore, que la haine générée sur les réseaux sociaux déborde de l'environnement numérique et se matérialise en risques et préjudices bien réels pour les journalistes.

Il est essentiel d'identifier et de punir les auteurs des attaques du 8 janvier. Mais aussi ceux qui ont mis en œuvre l'engrenage qui a conduit à ces violences et qui continuent en ce moment même d'alimenter les attaques en ligne et les agressions bien réelles contre les journalistes. Alors que le nouveau gouvernement brésilien annonce la reconstruction de sa démocratie, il est nécessaire que les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire – ainsi que les plateformes de réseaux sociaux, les partis politiques, les organisations sociales et les citoyens – agissent pour mettre un terme à ce cycle de violences.

De même, RSF estime que cette étude de cas sur le Brésil peut contribuer aux débats en cours aujourd'hui à l'échelle mondiale sur la manière de protéger l'accès de la population à une information plurielle et indépendante en période électorale. La voie pour garantir le libre exercice du journalisme en toute sécurité dans l'environnement numérique sera sinieuse. Mais nous espérons que nos signaux d'alerte serviront aux acteurs qui se consacrent aujourd'hui à débattre de cette question tant au Brésil que dans d'autres pays qui connaissent une polarisation politique et un autoritarisme accrus. Collaborer à une meilleure compréhension du phénomène de la violence en ligne contre la presse est la première étape pour le vaincre.

1. L'objectif de la horde : réduire les journalistes au silence

Les attaques contre la presse ont été une caractéristique du gouvernement de Jair Bolsonaro, qui a fait régner un climat d'hostilité permanente contre les journalistes pendant son mandat. Entre les difficultés d'accès à l'information officielle et la mobilisation de l'appareil d'Etat à des fins de propagande, le bilan de la période 2019-2022 est catastrophique. Et ce principalement en raison d'une stratégie consistant à faire taire et discréditer les journalistes qui a été mise en œuvre depuis le palais présidentiel pour intimider les reporters, les commentateurs et les médias. Ce n'est pas un hasard si le Brésil est entré dans la zone dite rouge du Classement mondial de la liberté de la presse de RSF, qui signale une situation « difficile » pour l'exercice du journalisme. Les réseaux sociaux ont été le moyen privilégié par le bolsonarisme pour mener une telle entreprise.

Toutes les semaines, pendant les quatre ans de son mandat, l'ancien président a utilisé les comptes Facebook et YouTube de la présidence pour diffuser de longs « lives » au cours desquels, sans être interpellé, il a propagé une rhétorique antimédias et s'en est pris violemment à ceux qui ont démenti les mensonges du gouvernement. Sans vergogne, il a joué avec les faits,



Jair Bolsonaro attaque publiquement un journaliste d'O Globo qui vient de l'interroger sur les soupçons de corruption qui pèsent sur son fils Flavio. Rio de Janeiro, le 20 décembre 2019. © Antonio Cruz/Agencia Brasil

énoncé « ses vérités » et fabriqué de fausses informations pour servir ses propres intérêts, accusant systématiquement la presse de tous les maux du pays – en particulier des impacts de la pandémie de Covid-19¹. Si une grande partie de ces vidéos ont ensuite été supprimées par les plateformes numériques, pour avoir enfreint leurs politiques en matière de désinformation, elles ne l'ont jamais été pour des attaques contre des journalistes.

Au cours des six premiers mois de 2021, le nombre d'attaques du chef de l'État brésilien contre la presse a augmenté de 74 % par rapport au second semestre 2020. Son hostilité envers la presse s'est principalement (à 80 %) exprimée dans des messages sur Twitter, où, pour être moins exposé aux critiques, Jair Bolsonaro a bloqué les comptes de journalistes, de médias et d'organisations comme RSF, depuis que nous avons publié un rapport sur le harcèlement de la presse en 2020.

Les discours stigmatisant les journalistes étant proférés, sur les réseaux sociaux ou lors d'événements publics, par celui qui occupe la plus haute fonction de l'État ont normalisé la violence, encouragé et légitimé la répétition de ces pratiques par des milliers de partisans de Jair Bolsonaro. Pendant la campagne électorale, il est devenu encore plus stratégique pour le candidat en quête de voix pour sa réélection, de dénigrer le travail de la presse, et de réfuter les informations qui pourraient lui être défavorables auprès de son électorat. Ainsi, les dirigeants bolsonaristes mènent de manière coordonnée des campagnes de persécution visant à saper le débat public, à déformer l'information parvenant aux électeurs et à inhiber la circulation et la pluralité des idées, en même temps qu'ils contribuaient à instaurer un environnement permissif quant à l'usage de la violence contre les journalistes.

C'est ainsi que les journalistes ont été empêchés entre août et octobre 2022 de couvrir les activités électorales de Bolsonaro et de son clan dans différentes régions du pays. Et qu'avant même le fatidique 8 janvier 2023, au moins 78 équipes ont été attaquées pendant la couverture des mobilisations et dans les campements de partisans du président sortant, cherchant à remettre en cause le résultat des urnes². Une enquête menée par la Fédération nationale des journalistes (Fenaj) et l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (Abraji) entre le 30 octobre 2022 et le 7 janvier 2023 a fait état de harcèlement, d'agressions physiques, de menaces, de destruction de matériel et d'attaques contre le siège de deux médias. Ces épisodes prouvent que l'autoritarisme et les mouvements putschistes vont de pair avec la censure et la violence contre la presse, perçue comme un ennemi à abattre³.

Choisir de se taire après avoir subi de telles attaques – c'est le but visé par les agresseurs – est compréhensible. Au moins 30 journalistes ont été assassinés au cours de la dernière décennie au Brésil en raison de leur activité d'information. Parmi eux figurent les animateurs de radio Jefferson Pureza (État de Goiás), Jairo de Sousa (État du Pará) et le journaliste Marlon de Carvalho Araújo (État de Bahia), tués en 2018, ainsi que Givanildo Oliveira (État du Ceará) et Dom Philips (État d'Amazonas), assassinés en 2022, l'année la plus violente des deux dernières décennies pour la presse en Amérique latine. Craignant pour leur vie, beaucoup ne peuvent que garder le silence.

1 <https://rsf.org/fr/la-presse-br%C3%A9silienne-v%C3%A9ritable-d%C3%A9fouloir-de-la-famille-bolsonaro-une-tendance-qui-s-intensifie>

2 Après le résultat de l'élection présidentielle qui a donné la victoire à Lula, les partisans du président de l'époque, Bolsonaro, ont commencé à installer des campements devant les bâtiments de l'Armée dans tout le pays. Ils ont mis en doute la validité des résultats des urnes et ont appelé à une intervention militaire pour que Bolsonaro reste au pouvoir.

3 L'assaut le 8 janvier 2023 des sièges des trois pouvoirs à Brasilia est qualifié par de nombreux observateurs de tentative de coup d'État, une partie importante de l'armée ayant soutenu ce mouvement dont l'objectif était de renverser le gouvernement.

2. La chasse aux journalistes

2.1 Qui sont les membres de la meute ?

En surveillant les comptes de 121 journalistes et médias nationaux et publics sur les réseaux sociaux, les recherches de RSF en partenariat avec le Labic/UFES ont identifié deux profils d'agresseurs : les autorités publiques et les influenceurs liés au camp politique de l'ancien président Jair Bolsonaro, avec un grand nombre de followers et d'interactions sur les réseaux, et des utilisateurs « inconnus ».

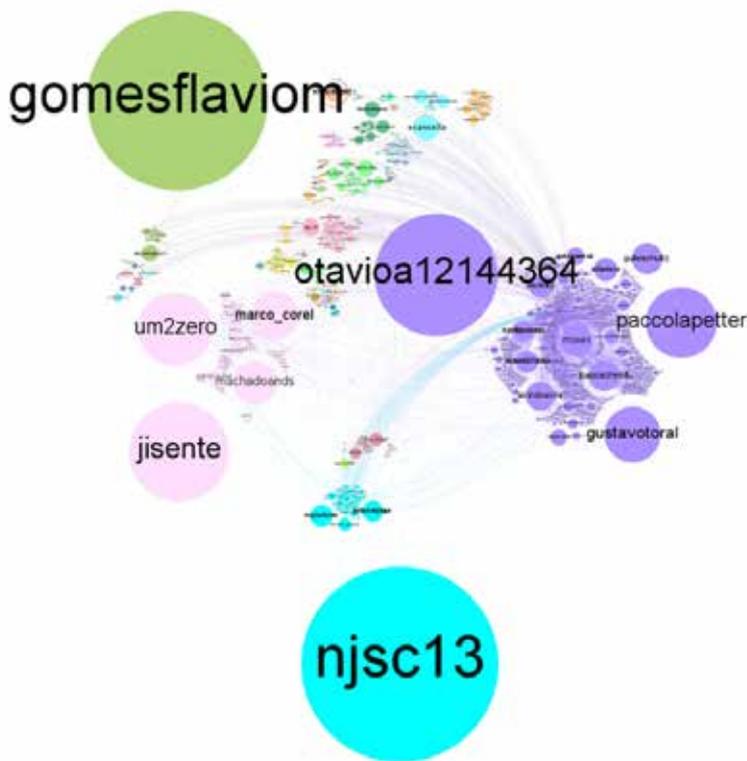
Lorsque l'ancien président ou un influenceur publiait un contenu hostile à un journaliste ou à un média spécifique, c'était comme si un ordre était donné : le nombre d'attaques contre ce journaliste ou ce média lancées par des utilisateurs ordinaires augmentait de façon exponentielle. Après avoir participé à un débat télévisé entre les candidats sur TV Globo, l'ancien président a fait un post critiquant la chaîne qui a été visualisé par plus de 11 millions d'utilisateurs. De la même façon, le message publié par Jair Bolsonaro sur la commentatrice et présentatrice de CNN Brasil, Gabriela Prioli, le 1^{er} septembre, a, par exemple, reçu plus de 13 000 retweets et a atteint plus de 13 670 000 personnes.

La semaine du 7 septembre 2022, trois messages de l'ancien secrétaire à la Culture du gouvernement Bolsonaro, Mário Frias, alors candidat au poste de député fédéral pour l'État de São Paulo, contre trois journalistes, ont respectivement été visualisés par 1,2 million, 823 000 et 794 000 profils différents sur Twitter.

Il est important de souligner que la plupart des messages offensants recensés au cours de la période mentionnée ont été publiés par des utilisateurs ordinaires. Une grande partie des comptes avaient toutefois la particularité d'opérer de façon automatisée : les profils avaient été créés récemment, étaient peu suivis, sans photo de couverture ou de profil, et avaient publié un nombre élevé de posts sur de courts intervalles de temps, avec une prédominance de reposts (au lieu de messages originaux).

Au cours de la semaine qui a précédé le premier tour, un profil se présentant comme médecin et militaire a publié au moins 3 237 messages attaquant la presse. En moyenne, il a effectué plus de 460 publications par jour – environ 20 par heure, une toutes les 3 minutes, sur 24 heures. Plusieurs de ces profils figuraient chaque semaine dans la liste de ceux qui intimident le plus la





De nombreux messages offensants pour la presse sont articulés par des groupes d'utilisateurs diffusant les mêmes hashtags. La coordination des attaques à travers des hashtags suggère la création d'une sorte de communauté d'utilisateurs autour d'eux. Dans ce graphique, il est possible de vérifier, par les couleurs, différentes communautés et les utilisateurs les plus actifs au sein de chacune. Plus le cercle est grand, plus le nombre de publications articulées avec d'autres membres de la communauté via des hashtags spécifiques est important. Certains des comptes présentés dans le graphique se caractérisent uniquement par la publication de liens et le retweet du contenu d'autres comptes, révélant des signes de fonctionnement automatisé.

presse, avec une grande prédominance de partages de messages rédigés par d'autres profils qui attaquaient des journalistes et peu d'interaction sur d'autres sujets, suggérant que de nombreux comptes ont pu être créés précisément dans ce but.

Ce type de profil n'est pas nécessairement complètement automatisé, mais son objectif est de favoriser l'engagement artificiel d'autres publications, en suivant des directives sur ce qu'il faut publier et, dans un contexte électoral, en renforçant le volume de publications critiques ou contraires à leurs adversaires politiques. La pratique, qui avait déjà été pointée du doigt dans une enquête réalisée en 2021 par RSF en partenariat avec l'Institut pour la technologie et la société (ITS) de Rio de Janeiro⁴, permet de démultiplier la portée de certains sujets sur les réseaux sociaux, créant une fausse perception d'adhésion supérieure à la réalité sur certaines positions, stimulant artificiellement un effet de troupeau.

L'identification de comptes avec une certaine automatisation dans leur fonctionnement suggère également que certains acteurs ayant des intérêts politiques, des ressource

ces financières et des capacités techniques sont mobilisés pour promouvoir un climat de discrédit généralisé de la presse sur les réseaux sociaux. Les comptes surveillés pendant la campagne électorale qui ont le plus attaqué les journalistes partagent les mêmes principaux thèmes de publication (ou descriptions de profil) : le soutien au président Bolsonaro, la critique du candidat Lula et les attaques contre la presse. Certains comptes se sont aussi distingués en publiant à plusieurs reprises le même contenu dans des commentaires sur des messages de journalistes, dans une action manifeste de harcèlement des reporters et des commentateurs.

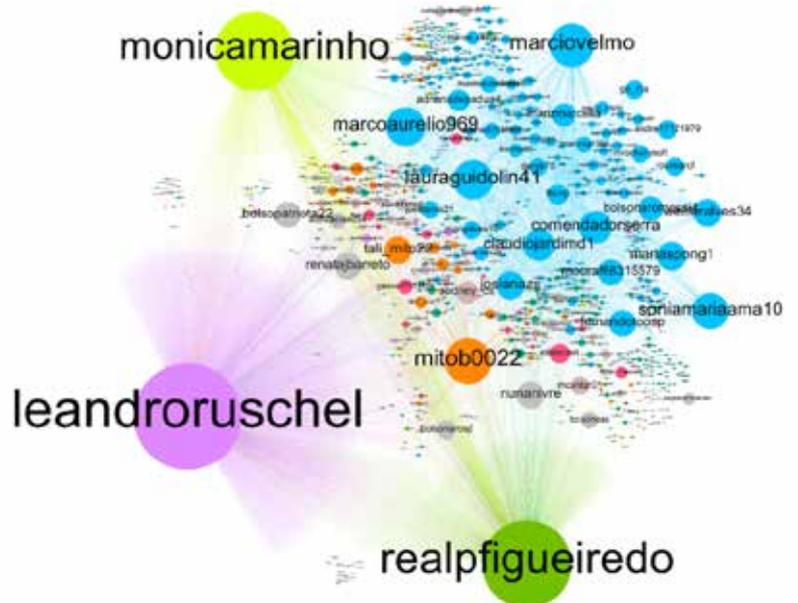
L'étude a également attiré l'attention sur le rôle d'influenceurs joué par certains journalistes soutenant l'ancien président Bolsonaro contre d'autres professionnels de la presse.

⁴ « Les attaques contre le journaliste se répandent sur les réseaux », disponible ici : <https://rsf.org/fr/br%20sil-une-%20tude-de-rsf-et-de-l-its-d%20crypte-les-attaques-contre-la-presse-perp%20tr%20es-sur-twitter>

Les comptes de certains journalistes bolsonaristes ont servi et continuent de servir de plateforme pour amplifier les attaques contre ceux qui critiquent l'ex-président. Lorsqu'ils dénoncent des « collègues », ils encouragent d'autres personnes à poster des commentaires attaquant la presse dans leurs publications.

D'autres sont mentionnés dans des messages originaux, qui cherchent à avoir une répercussion plus importante. Le journaliste bolsonariste Rodrigo Constantino, par exemple, est fréquemment mentionné dans des messages offensants pour les autres journalistes. En le citant, l'utilisateur lambda gagne en visibilité dans son attaque et renforce l'appel aux autres utilisateurs à cibler également les journalistes et les médias à la ligne éditoriale pluraliste. Une stratégie similaire a été identifiée dès le début de la campagne avec les profils des journalistes pro-bolsonaristes Milton Neves et Guilherme Fiuza sur Twitter. La portée de ces comptes de journalistes influenceurs fait que leurs profils ont un « effet catalyseur » des attaques contre d'autres journalistes, aux lignes éditoriales différentes, et qu'ils génèrent des « communautés d'agresseurs » contre eux.

C'est ainsi que se constitue la meute, dirigée par les pouvoirs publics, habilitée par des influenceurs liés au champ politique de ces pouvoirs et amplifiée par un grand nombre d'utilisateurs ordinaires, leurs partisans, prêts à suivre les discours de leurs candidats.



Le 28 août, l'agression du président et à l'époque candidat Jair Bolsonaro contre la journaliste Vera Magalhães lors du débat sur TV Bandeirantes a déclenché une vague immédiate d'attaques sur les réseaux. L'action coordonnée basée sur le discours du président Bolsonaro est illustrée dans ce graphique, qui révèle les utilisateurs (plus gros points) qui ont été les plus populaires (recevant plus de retweets/RT) en attaquant la journaliste avec le hashtag ou l'expression #VeraHonteduJournalisme. Les trois utilisateurs ayant obtenu le plus de répercussions en encourageant les attentats sont Leandro Ruschel, influenceur bolsonariste, Paulo Figueiredo Filho, commentateur de la chaîne de télévision en ligne Jovem Pan et fervent partisan du président, et Monica Marinho, journaliste et partisane de Bolsonaro sur les réseaux.

2.2 Le mode d'attaque : coordonné et virulent

Selon les résultats de l'étude, il n'y a pas eu un seul jour de la campagne électorale où la presse n'a pas été harcelée sur les réseaux sociaux, ce qui révèle une pratique banalisée et constante sur différentes plateformes. Le pire s'est cependant produit lors d'attaques coordonnées, ciblées, et déclenchées par des messages ou des épisodes impliquant des dirigeants politiques en dehors des réseaux sociaux.

de ses électeurs – et a déclaré qu'elle portait une « accusation légère » contre lui.

Après cette attaque, Amanda Klein est devenue l'une des journalistes les plus agressées de la semaine, dans des messages empreints de misogynie et de violence. Le hashtag #Amandakleinlégère, reprenant les mots du président, s'est répandue sur les réseaux. Au total, 43 hashtags offensants ont été identifiés sur le profil de la journaliste, en mettant l'accent sur #FermetaGueuleAmanda et #DehorsAmandaKlein.

C'est-à-dire qu'en faisant écho sur les réseaux aux propos de leurs candidats dans la dispute politique, des profils favorables au bolsonarisme en ont profité pour attaquer la presse. Au cours du premier mois de la campagne, la semaine durant laquelle ont lieu les interviews des candidats à la présidentielle – pendant le Journal national de la TV Globo, le principal journal télévisé du pays, et le débat diffusé par la chaîne Band – a été marquée par une recrudescence des exactions contre les journalistes, dans des messages associant des hashtags contre la presse avec d'autres principalement liés au candidat Bolsonaro. La violence coordonnée contre les professionnels des médias observée lors de différents épisodes au cours des trois mois de la campagne renforce le pouvoir de mobilisation des dirigeants autoritaires, et les incite à aller toujours plus loin pour appuyer leur discours.

Vera Magalhães : « Ils ont mis une cible sur ma tête »

En voyant une banderole avec une immense photo de son visage lors d'une manifestation d'extrême droite, qui rassemblait des milliers de partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, Vera Magalhães a eu peur. À côté de son image, il y avait la phrase « *Vous êtes une honte pour le journalisme brésilien* », prononcée par Jair Bolsonaro lors d'un débat entre candidats à la télévision. À l'époque, après une question posée par la journaliste pendant le débat, le candidat avait répondu, de manière totalement misogyne : « *Je pense que tu dors en pensant à moi* ».

Ces propos ont immédiatement déclenché une série d'attaques en ligne. Le hashtag #VeraHonteduJournalisme a été partagé plus de 10 000 fois en quelques heures. La synchronisation des publications a placé le hashtag parmi les sujets les plus commentés sur Twitter le lendemain. Au total, des messages offensants pour les journalistes ont circulé 70 millions de fois sur les fils des utilisateurs du réseau cette semaine-là. Rien de surprenant après cela que son visage soit affiché sur une banderole quelques jours plus tard pendant une manifestation.

Aucune des missions assurées par Vera Magalhães tout au long de sa carrière de 30 ans – journaliste, rédactrice en chef, commentatrice – ne l'avait préparée à être exposée de cette manière. « *J'avais l'impression qu'ils avaient mis une cible sur ma tête* », a-t-elle déclaré. Et c'est à ce



moment-là qu'elle a décidé de modifier sa routine quotidienne pour faire face aux menaces qui s'étaient déjà multipliées au cours des dernières années.

Les premières attaques contre elle remontent à 2016, lorsqu'elle a commencé à travailler pour la presse en ligne, au moment même où l'idéologie d'extrême-droite se développait sur les réseaux sociaux et les groupes de messagerie instantanée au Brésil. Depuis lors, les critiques qu'elles a reçues, souvent chargées de misogynie, ont cessé de porter sur son travail, et ont commencé à s'accompagner de menaces directes contre son intégrité physique.

En 2020, alors que Jair Bolsonaro menait une campagne de haine contre les médias, avec de nombreux épisodes de violence, la journaliste a publié une vidéo dans laquelle l'ancien président appelait ses partisans à manifester contre les pouvoirs législatif et judiciaire. « *C'était le début de la pandémie, organiser une manifestation était contraire aux consignes sanitaires en vigueur. La diffusion de la vidéo a fait la une du journal et a suscité une réaction de la part du président de l'époque* », dit-elle. Lors d'une cérémonie au palais du Planalto, le président Bolsonaro a déclaré que Vera Magalhães « *n'était pas de son acabit* ».

Dès lors, la journaliste a commencé à voir sa vie personnelle bouleversée par les harceleurs bolsonaristes, qui ont été jusqu'à publier son contrat de travail avec la chaîne de télévision publique de l'État de São Paulo. Les partisans de l'ancien président ont sorti le document de son contexte et ont déclaré qu'elle recevait le montant annuel du contrat sur une base mensuelle, en plus de suggérer que les critiques de la journaliste contre Jair Bolsonaro avaient été ordonnées par le gouverneur de São Paulo, João Doria. « *Ils ont même posté sur Internet la photo d'un document montrant l'école où mon plus jeune fils avait étudié* », raconte-t-elle.

Une semaine après, elle eu eu la frayeur de voir sa photo imprimée sur une banderole géante lors de la manifestation du 7 septembre 2022, la journaliste a été physiquement intimidée par le député de l'État de São Paulo Douglas Garcia, allié de Bolsonaro, à l'issue d'un débat sur la chaîne TV Cultura, où elle travaille. L'agression a été retransmise en direct sur les réseaux du parlementaire, candidat à sa réélection. Avant l'émission, Douglas Garcia avait clairement fait part de son intention d'intimider la journaliste, montrant que la violence contre la presse était devenue une stratégie politique qui permettait de générer des répercussions sur les réseaux.

Vera Magalhães a dû quitter les locaux de la chaîne escortée par des agents de sécurité. Le parlementaire a continué d'encourager l'hostilité en ligne. Dans un message qui a atteint 4,5 millions d'utilisateurs, il a nié l'agression. L'affaire a eu de larges répercussions dans les médias et sur les réseaux sociaux dans les jours qui ont suivi, à tel point que la journaliste continue encore aujourd'hui d'être la cible d'attaques en ligne.

Tout au long du travail d'observation mené par RSF, Vera Magalhães est arrivée en tête de la liste des journalistes les plus harcelés. Les manifestations de solidarité et le soutien sans faille de ses employeurs lui ont permis de faire des reportages et d'analyser la politique brésilienne de la même manière. Mais les impacts sur sa vie personnelle ont été considérables. Jusqu'à la fin des élections, la journaliste a dû faire appel à un chauffeur pour ses déplacements, a dû renoncer à faire du sport dans les lieux publics, et a vécu dans la peur de se rendre dans certains endroits. Elle a toujours besoin à ce jour d'un soutien psychologique.

2.3 Des proies de choix : les femmes journalistes

Les différents cas déjà évoqués montrent comment les femmes journalistes sont devenues les cibles principales des violences en ligne contre la presse. La tendance, qui a été soulignée dans des études menées au Brésil⁶ et à l'échelle mondiale⁷, est confirmée et ren-

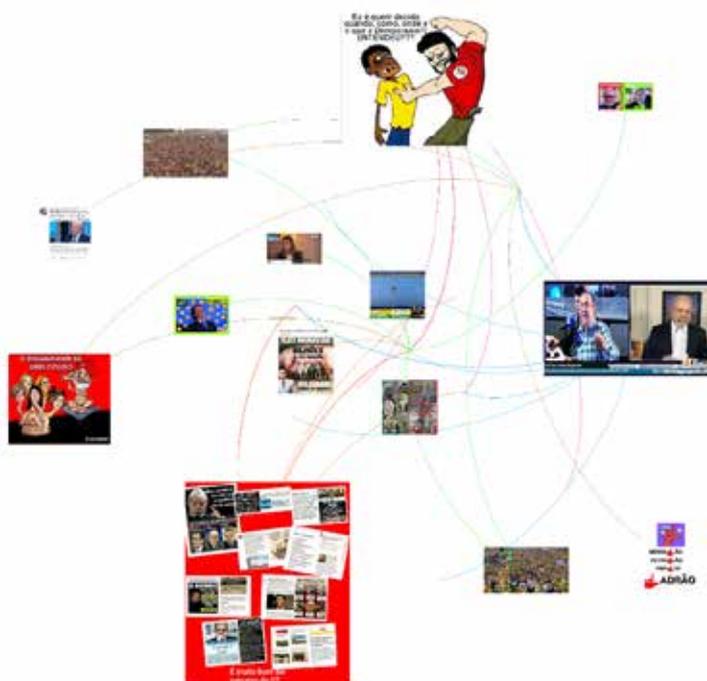
6 À noter que la parlementaire Ane Caroline Campagnolo, qui se présente sur Instagram comme « Bolsonariste, antiféministe, et conservatrice », a été la rapporteuse d'une commission d'enquête en 2022 à l'Assemblée législative de Santa Catarina, pour enquêter sur les sites Catarinas et The Intercept Brasil, qui avaient signalé le déni du droit à l'avortement légal à une enfant âgée de 11 ans, victime de viol.

7 Une étude réalisée en 2020 par l'Unesco et le Centre international des journalistes (ICFJ) dans plus de 125 pays a démontré que la violence en ligne contre les femmes « porte atteinte aux fondements du journalisme, accroît les menaces contre la sécurité des journalistes, et marque une aggravation de la liberté d'expression : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375136_fre

à la présidentielle diffusés par la chaîne, mais ils ont été partagés de manière quotidienne, démontrant le niveau de banalisation atteint par ces délits sur les réseaux sociaux. Plus de la moitié des professionnels les plus attaqués pendant la campagne électorale sont également liés au groupe Globo. Les données indiquent un schéma récurrent de délégitimation des journalistes et des médias appartenant au groupe, qui contribue à une remise en question globale du travail de la presse en général.

Outre les hashtags, un large éventail de termes offensants ont été utilisés contre les journalistes pendant la période électorale. Ces termes peuvent être divisés en au moins trois groupes. Le premier comprend le langage grossier et la disqualification personnelle, visant principalement les femmes. Il a été possible de collecter au moins 754 866 cas de ce type d'offense, comprenant des mots tels que « salope », « poubelle », « honte », « pute », « sale », « crapule », « merde », « vieille » et « dégoût ».

Le deuxième groupe comprend des termes utilisés pour stigmatiser le travail des journalistes, visant à attaquer leur aptitude sur la base d'un engagement présumé en faveur de partis politiques, ou des lignes directrices de gauche. Dans ce groupe, composé de 413 261 messages, figurent des expressions telles que « militant », « gauchiste », « gauchiasse », « PT » et « communiste ». Dans la troisième série de termes très courants figurent des mots qui cherchent à discréditer le travail de la presse, tels que « faux », « mensonge », « menteur », « ineptie », « malhonnête », « faux » et « déformant ». L'étude a recensé 355 052 messages utilisant ce groupe de mots, associés à des attaques contre la presse. Enfin, près de 450 000 autres publications comportaient une variété de termes offensants qui ne rentrent pas dans ces trois groupes principaux et avec des termes supposés neutres – tels que « bâillon » ou « désespoir ». Après une analyse exhaustive du contenu de ces messages, ceux-ci peuvent également être qualifiés d'hostiles au journalisme.



La presse a également été attaquée par la diffusion coordonnée d'images ou de vidéos agressives. Des photos trafiquées, des montages et des memes avec des journalistes, ainsi que l'enregistrement des agressions subies en personne par les journalistes sont devenus des moyens d'entretenir le cycle de la violence. À la veille du 1^{er} tour, ces images cherchaient à discréditer les journalistes en liant leur travail à une supposée « conspiration » en faveur de Lula.

Le but de ce recours sans vergogne à un champ lexical très toxique est de répéter jusqu'à épuisement, jusqu'à convaincre une partie des utilisateurs de Twitter que les journalistes « de gauche » sont des menteurs et ne méritent aucun respect, ni aucune crédibilité pour le travail qu'ils développent. Une fois cette idée installée dans l'imaginaire des followers, il devient facile de nier tout fait et toute information journalistique ayant un impact négatif sur leurs campagnes.

LA VIOLENCE EN CHIFFRES

Nombre total d'attaques **3 318 229**

835 813

mentions/réponses/hashtags utilisant des termes offensifs à l'encontre des journalistes suivis par l'étude.

509 563

posts comportant des hashtags contre le journalisme.

1 972 853

posts avec des termes attaquant le journalisme de manière générale.

PRINCIPALES OFFENSES

Termes offensifs/stigmatisants les plus communs associés aux mots « journalisme », « journaliste », « presse » et « medias » *



* Les termes offensifs contre les médias qui suivent un schéma analogue à celui des hashtags d'attaque (tels que « Globodéchet », « CNNdéchet », « Folhadéchet » et « Vejadéchet ») ont également été collectés. Comme ils intègrent déjà la liste des hashtags les plus utilisés, nous avons choisi de ne pas les inclure également dans la liste des termes offensifs.

LES PLUS VISÉS

Les journalistes les plus visés et le nombre de publications offensantes associées à chacun(e) d'entre eux(elles).

Vera Magalhães

127 990

Ricardo Noblat

107 971

Gabriela Prioli

71 792

Eliane Cantanhêde

60 348

Mônica Bergamo

38 875

Andréia Sadi

31 931

Reinaldo Azevedo

30 518

Miriam Leitão

26 001

Guilherme Amado

22 839

Juliana Dal Piva

20 567

Cynara Menezes

19 853



Parmi les attaques dirigées contre les 10 journalistes les plus attaqués, **70% visaient des femmes.**

LES PRINCIPAUX HASHTAGS

#GloboDéchet 462 987

#Globodéchetpourri 17 458

#CNNdéchet 8 321

#Folhadéchet 1 921

#UOLdéchet 1 916

#Globomerde 1 361

#Globodéchetpetiste 1 348

MOYENNE DES ATTAQUES

en prenant en compte les 92 jours de l'étude.



Par jour : 36 067



Par heure : 1 502



Par minute : 25

Environ une attaque toutes les 3 secondes.

Pendant la campagne électorale, il n'y a pas eu un seul jour pendant lequel au moins 1 000 posts offensants à l'encontre des journalistes ou des médias ont été publiés.

3. Les conséquences des attaques en ligne dans la vie réelle

3.1 Des menaces à l'agression

« *Attrape-la, elle est en train de parler de manifestation putschiste* », c'est ce que la journaliste expérimentée Tereza Cruvinel a entendu avant de se retrouver encerclée par ce qu'elle a appelé une « *foule en colère* », qui tentait de s'emparer de son portable pendant les manifestations antidémocratiques du 8 janvier 2023 à Brasília. Ce jour-là, des partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, refusant d'accepter sa défaite électorale, ont envahi le Congrès national, le palais présidentiel et le Tribunal suprême fédéral, détruisant une partie importante du patrimoine public et historique du siège des trois pouvoirs constitutionnels.

Le groupe de manifestants s'est emparé du téléphone portable de Tereza et l'a forcée, sous la contrainte, à supprimer des vidéos. Elle a subi des insultes misogynes et une agression physique. Parvenant à atteindre la barrière de police, elle leur a demandé de l'aide. Même après les avoir informés qu'elle était journaliste, les policiers ont pointé des fusils sur elle et ont donné l'ordre à la journaliste et ses poursuivants de battre en retraite. À un autre moment, alors qu'elle faisait une intervention en direct, deux hommes l'ont entouré et attrapé par les bras en lui disant qu'ils « *lui apprendraient à faire du journalisme* ». Sa photo a été partagée au sein de groupes bolsonaristes sur les réseaux sociaux, dans le but qu'elle soit harcelée.

Des journalistes de différents médias qui tentaient de couvrir les événements et ne cherchaient pas à dissimuler le fait qu'ils étaient en reportage, ont été lâchement traqués et attaqués. Il y a eu des scènes de violence verbale et physique, de vol et de destruction de matériel, de « *torture psychologique* » selon les journalistes ayant subi ces violences, et même de menaces de mort à main armée. Au total, 17 journalistes ont été attaqués. Dans les jours qui ont suivi, 28 autres journalistes ont été agressés, dans 13 États de la fédération, alors qu'ils couvraient les opérations de démantèlement des campements de militants bolsonaristes encore en activité dans le pays.

De 2021 à 2022 seulement, les cas d'agression hors ligne contre des journalistes ont augmenté d'environ 23 %, selon l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (Abraji). Ce qui s'est passé le 8 janvier était donc une des conséquences prévisibles des intimidations systématiques de la presse indépendante afin de la faire taire.

Lors d'une réunion avec le gouvernement fédéral au lendemain de l'invasion de Brasília, plusieurs professionnels attaqués à cette occasion ont fait part de la peur qu'ils ont ressentie. « *J'ai lutté contre la dictature, j'ai été arrêtée plusieurs fois par les militaires et je n'ai jamais eu aussi peur qu'aujourd'hui* », a déclaré Tereza Cruvinel. L'objectif de faire taire les journalistes – sur les réseaux et sur le terrain – peut finir par avoir un effet.





Les manifestants qui ont envahi et dégradé des bâtiments publics sur la Praça dos Três Poderes, à Brasília, font face à des policiers de la Force nationale entre le Congrès et le palais du Planalto. © Joedson Alves/Agencia Brasil

3.2 Impacts sur le journalisme et l'information

Les cas signalés précédemment montrent clairement que les agressions en ligne ont un impact à la fois personnel et professionnel sur les journalistes. Faire l'expérience de centaines, parfois de milliers d'attaques sur une période prolongée, non seulement en étant la cible de termes offensants, mais aussi en faisant l'objet d'une exposition de sa vie privée, via l'utilisation et la manipulation de photos et d'images, l'utilisation de contenus misogynes, racistes et à forte connotation sexuelle, et non moins rarement des menaces directes à l'intégrité physique, peut avoir de graves conséquences sur la pratique du journalisme.

L'étude publiée par RSF et l'association Gênero e Número, évoquée plus haut, révèle les chemins parcourus par les professionnels de la presse pour tenter de surmonter ces attaques et éviter d'être totalement réduit au silence. Huit journalistes sur dix interrogés dans le cadre de l'étude ont dû modifier leur comportement sur les réseaux sociaux afin de se protéger. Plus de 50 % ont vu leur routine professionnelle impactée. Parmi eux, 24 % ont commencé à se sentir moins en sécurité ou anxieux après un épisode de violence ; 15 % ont déclaré avoir développé un type de problème de santé mentale ; 6 % ont admis éviter de s'abonner à des contenus en utilisant leur propre nom et 8 % ont cessé d'avoir recours à certaines sources d'information.

La stratégie de harcèlement, de dénigrement et de censure du journalisme a un impact direct sur la profession et plonge les personnes ciblées dans la peur, le silence, l'autocensure, voire le renoncement à exercer son métier. Il s'agit d'une nouvelle arme politique employée par les autorités – malheureusement dans plusieurs pays – avec une fréquence élevée, de manière coordonnée, visant des cibles spécifiques et, face à l'omission de l'État et des réseaux sociaux dans leur ensemble, ne rencontrant aucun obstacle pour atteindre ses objectifs.



TÉMOIGNAGE

Julián Fuks : j'ai reçu des messages avec des photos montrant un fusil et qui disaient : « je vais te tuer, toi et ta famille »

Lorsqu'il a décidé d'utiliser le mot « terroriste » au sens figuré dans sa chronique sur le site d'information UOL, l'écrivain Julián Fuks savait qu'il ferait l'objet de critiques. Cependant, l'auteur – lauréat des prix Jabuti et José Saramago – ne s'attendait pas à ce que sa chronique puisse être intentionnellement déformée.

L'article, publié le 27 août 2022, évoquait une action poétique contre la célébration officielle du bicentenaire de l'indépendance du Brésil, dans laquelle le cœur de Dom Pedro I^{er}, premier empereur du Brésil, fut reçu avec les honneurs d'un chef de l'État sur décision du gouvernement Bolsonaro.

Pour éviter les malentendus, Julián Fuks a expliqué son intention dans les premières lignes de sa chronique. Mais, en pleine campagne électorale, le texte a commencé à circuler via des liens renvoyant à des sites alternatifs sans le premier paragraphe, pour donner l'impression que Julián Fuks défendait l'idée qu'un terroriste puisse tuer le président Bolsonaro.

Ce qui n'était autrefois que des réactions négatives ponctuelles s'est transformé en une campagne de diffamation sans précédent contre le journaliste et sa carrière. La haine sur les réseaux sociaux a été alimentée par des cellules de désinformation d'extrême droite. Même des autorités comme Mário Frias, alors secrétaire à la Culture du gouvernement fédéral, et Flávio Bolsonaro, sénateur et fils du président, ont été impliqués dans les attaques contre le journaliste.

« Le lendemain, alors que j'étais sur le point de prendre un avion, je me suis rendu compte que je commençais à me sentir en insécurité », se souvient-il. « Chaque jour, un post plus retentissant apparaissait sur les réseaux bolsonaristes, et il y avait de plus en plus de messages agressifs. J'ouvrais mon téléphone portable à tout moment et j'en trouvais des dizaines », rapporte-t-il. D'origine argentine, il a également fait l'objet d'attaques xénophobes sur les réseaux sociaux et dans des messages privés.

Sur les conseils du site UOL et d'un ami journaliste, habitué aux attaques virtuelles, Julián Fuks est resté silencieux pendant quatre jours : il a retiré le texte de ses réseaux, n'a pas enregistré formellement les menaces et a même cessé de divulguer l'événement de lancement d'un de ses livres. « On m'a conseillé de demander à un agent de sécurité d'être présent à la librairie pendant l'événement, ce qui est quelque chose de complètement inhabituel dans ma vie d'écrivain discret. Nous ne savions pas dans quelle mesure les attaques des réseaux pouvaient

déborder dans le monde réel », observe-t-il. « La recommandation de rester silencieux était exaspérante. C'était une situation très étrange, qui a fini par polluer et perturber toute mon existence, sur les réseaux et en dehors », précise Julián Fuks.

La stratégie a changé lorsqu'il a reçu une menace plus concrète. *« Ce jour-là, un individu m'a envoyé sa pièce d'identité militaire et des photos avec un fusil accompagné du message suivant : "si quelque chose arrive à Bolsonaro le 7 septembre, je te tue toi et ta famille" »*. Le document était authentique et l'agresseur vivait à Goiânia, à 900 kilomètres de là où Julián Fuks vit avec sa femme et ses deux jeunes filles. Si auparavant le chroniqueur ne partageait cette souffrance qu'avec sa compagne et ses amis les plus proches, il a compris qu'il était temps de donner de la visibilité à l'affaire, dans un reportage du site UOL sur les menaces qu'il recevait le cette.

« L'histoire a pris une toute autre tournure lorsque les réseaux de solidarité sont entrés en scène. Des gens sont apparus pour critiquer les attaques, ils ont signé une pétition, et l'épisode de la déformation du texte et des menaces a été relaté par plusieurs journaux. Dès que l'histoire a commencé à avoir une telle répercussion, les attaques ont immédiatement cessé », raconte-t-il.

Julián Fuks n'a jamais manqué de publier un texte ou d'exprimer son opinion à cause des menaces. L'autocensure, cependant, s'est introduite plus subtilement dans sa routine : *« Je peux dire que j'ai perdu une certaine tranquillité quand il s'agit d'écrire. Je pensais qu'en raison du contenu de mes textes, je serais protégé. C'était de la naïveté. Aujourd'hui, je fais attention à ne laisser la place à aucune interprétation malveillante. »*

4. Et maintenant ?

Il n'y a pas de réponses simples aux données révélées dans ce rapport. L'ampleur, la portée et la fréquence de la violence en ligne contre la presse, en plus de son impact sur la vie quotidienne des journalistes et des médias, font partie des grands défis auxquels sont confrontées les démocraties modernes – en particulier celles menacées au quotidien par la montée de l'autoritarisme et de l'extrême droite. Y faire face nécessite des efforts coordonnés et permanents. Mais même s'il s'agit d'une tâche complexe, il existe de nombreuses voies à suivre face à de tels problèmes.

Dans le cas brésilien, RSF et plusieurs organisations qui œuvrent pour la défense de la liberté d'expression et de la presse dans le pays, qui tentent de contribuer à la construction de solutions, ont élaboré ces dernières années des recommandations précises, avec des mesures concrètes à adopter par les pouvoirs publics et les plateformes numériques. Malheureusement, très peu a été fait jusqu'à présent. À nous d'insister pour que ces recommandations soient appliquées.

La lutte contre la violence en ligne envers les journalistes commence, notamment, lorsque les États reconnaissent que les menaces et autres formes d'abus en ligne constituent une atteinte directe à la liberté de la presse, qui est l'un des piliers de la démocratie. Par conséquent, les représentants de l'État et les hommes politiques devraient adopter un discours favorisant le libre exercice du journalisme, ce qui inclut de ne pas inciter à la violence contre les professionnels des médias lorsqu'ils sont en désaccord avec le contenu des commentaires et des reportages.

Dans le même temps, les politiques publiques et le cadre juridique visant à lutter contre le harcèlement des journalistes en ligne doivent être renforcés et appliqués systématiquement, en accordant une attention particulière à la violence à l'égard des femmes journalistes. RSF préconise notamment de mettre en place une législation sur le harcèlement en meute, permettant de punir tous les participants à une campagne en ligne. Le nouvel observatoire national de la violence envers les journalistes, une initiative du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, dont RSF est déjà membre, doit se pencher attentivement sur ce nouveau mécanisme de censure mis en place. De son côté, le système judiciaire doit être prêt à recevoir les plaintes, à traiter et juger les cas de violence en ligne, et à en tenir les auteurs responsables. Les médias devraient pour leur part organiser des formations à la sécurité numérique et physique pour leurs journalistes.

Mais ce travail sera vain si les politiques et les conditions d'utilisation des principaux réseaux sociaux continuent de fonctionner avec une analyse individualisée des contenus, en restreignant uniquement les messages qui font directement appel à la violence physique, sans souci particulier de protéger l'exercice du journalisme dans leur environnement. Tant que ces entreprises ne s'opposent pas à la dynamique de diffusion des contenus hostiles et des attaques coordonnées contre les journalistes, nous continuerons à enregistrer des millions et des millions de messages intimidants envers la presse dans l'environnement numérique. Ce fut le cas lors des élections brésiliennes de 2022, et ce sera encore le cas lors de prochains scrutins.

Faire face à des campagnes orchestrées de harcèlement en ligne nécessite par exemple d'augmenter le nombre de personnes parlant la langue du pays impliqué dans l'identification des contenus. Il s'agit d'accélérer la suppression des contenus haineux et le démantèlement des comptes créés exclusivement à ces fins, qui opèrent en réseaux organisés pour discréditer et faire taire les journalistes. Parallèlement, il est nécessaire de faciliter le signalement des violences par les victimes, avec l'ouverture de canaux d'alerte sur les attaques en cours.

Mais tant que le modèle commercial des plateformes continuera à privilégier coûte que coûte l'engagement des utilisateurs, en quête de données à collecter et du profit qu'elles génèrent, le discours des Big Tech sur « la garantie d'un débat public sain » ne restera que rhétorique. L'incapacité – ou le manque d'intérêt – des grandes plateformes de réseaux sociaux à apporter des réponses adéquates et efficaces à ce phénomène a été une constante, au détriment de la préservation de la démocratie dans les pays où ils opèrent.

Conscient de la gravité des risques encourus non seulement pour le journalisme mais aussi pour l'environnement global de l'information et de la communication, RSF a initié le Partenariat international sur l'information et la démocratie, qui réunit désormais cinquante États de toutes régions, et son organe de mise en œuvre, le Forum sur l'information et la démocratie, un espace qui réunit juristes, chercheurs et spécialistes des nouvelles technologies du monde entier, pour proposer des politiques publiques et des cadres réglementaires pour l'environnement de l'information. L'objectif est de garantir le droit à l'information fiable dans l'environnement numérique afin de permettre la participation démocratique des citoyens. Nous réitérons l'invitation faite au Brésil de se joindre au Partenariat et à cet effort mondial.

Les résultats présentés dans cette étude de cas sur les élections brésiliennes ont pour objectif d'aider les pays dans des contextes similaires à trouver des solutions et de permettre au nouveau gouvernement d'avancer dans son engagement à, d'une part, promouvoir la liberté de la presse et, d'autre part, à réguler les plateformes numériques, en quête d'un environnement numérique sûr, pluriel et démocratique. RSF est disposé à contribuer à ce processus.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le travail d'observation a été effectué entre le 15 août et le 14 novembre 2022, afin de couvrir toute la période de la campagne électorale officielle, ainsi que la période qui a suivi l'annonce des résultats des élections, pendant laquelle les attaques en ligne contre les journalistes se sont poursuivies. Pendant trois mois, une collecte hebdomadaire de données a été réalisée sur Twitter par l'équipe du Laboratoire d'études sur l'image et la cyberculture de l'université fédérale de l'Espírito Santo (Labic/Ufes). Des relevés ponctuels, effectués lors d'épisodes précis aux retombées plus importantes, ont été réalisés sur différentes plateformes. Le logiciel développé au Labic a effectué des captures de publications via API sur Twitter en se basant sur :

- 1) les profils de 121 journalistes préalablement sélectionnés pour être des cibles reconnues d'attaques en ligne et de 58 autorités publiques, dont les candidats à la présidence de la République et les candidats aux gouvernements des États les mieux placés dans les intentions de vote ;
- 2) les publications contenant au moins un des 170 hashtags identifiés comme « clés » pour attaquer la presse ;
- 3) les publications contenant l'un des termes précédemment identifiés comme « clés » pour attaquer les journalistes et les médias.

Lors de ce processus de collecte de données, 14 488 426 messages ont été collectés à partir des profils de journalistes sélectionnés pour l'étude (commentaires de leurs messages ou messages mentionnant leurs comptes) ; 4 605 583 messages publiés par les autorités politiques et les candidats sélectionnés ; 631 201 messages contenant au moins un des 170 hashtags surveillés ; et 4 372 213 messages contenant les termes offensants précédemment sélectionnés. Au total, 24 097 423 publications sur Twitter ont été collectées et traitées sur l'ensemble de la période.

Après la collecte hebdomadaire des données issues des publications sur Twitter, chacune de ces collectes de données (datasets) a été traitée avec les logiciels Ford/Labic et Gephi, générant des statistiques générales et des données graphiques montrant le comportement des profils impliqués dans l'étude sur les posts Twitter de la semaine. Les données ont été compilées par l'équipe du Labic et publiées dans le cadre d'analyses hebdomadaires par l'équipe de Reporters sans frontières. L'objectif était de mettre en évidence la dynamique des principales attaques de la semaine par rapport aux moments pertinents de la couverture électorale. Les analyses sont disponibles sur une page spécialement dédiée du site de RSF.

Un suivi hebdomadaire a permis d'améliorer progressivement la méthodologie de collecte et d'analyse des données, notamment sa précision. Des divergences occasionnelles entre les données publiées de manière préliminaire pendant la campagne électorale et cette analyse finale n'ont pas modifié les tendances présentées précédemment ni les conclusions de cette étude.

Compte tenu de l'énorme volume des données traitées, il est également possible qu'une partie des messages qui ne constituent pas des attaques directes contre les journalistes ou les médias aient été collectées et comptabilisées dans cette étude, car ils contiennent des éléments ayant alerté les paramètres et les modalités de surveillance. Ces éventuels « faux positifs » n'ont pas d'impact à l'échelle de l'ensemble des données finales révisées, n'ayant pas d'incidence sur les statistiques présentées.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.